

**Consultation publique de l'ARCEP
sur
les projets de décisions relatifs aux marchés de la téléphonie
fixe**

29 juillet – 15 septembre 2005

Réponse de France Télécom

A la suite de la consultation publique du 15 juin 2005, l'ARCEP a apporté quelques modifications à ses projets de décisions relatifs aux marchés pertinents de la téléphonie fixe et souhaite de ce fait recueillir les commentaires du secteur sur ces changements.

France Télécom remercie l'ARCEP de lui permettre de participer à ses travaux mais déplore toutefois le caractère improbable de l'exploitation des éventuelles contributions alors que lesdits projets de décisions ont été simultanément notifiés à la Commission Européenne qui vient d'annoncer ce jour avoir délivré ses conclusions.

Parmi les diverses demandes et réserves que France Télécom a déjà formulées au cours des précédentes consultations, peu ont été prises en compte. France Télécom maintient l'ensemble des remarques en question et invite l'ARCEP à se reporter, à cet égard, à sa précédente réponse. Le présent document, à cet ultime stade de la procédure de consultation, se concentre ainsi sur les points les plus critiques des textes de l'ARCEP.

En particulier, considérant que ces décisions élargiraient sans le justifier la sphère d'exercice de la régulation ex ante à des domaines sur lesquels de telles formalités n'ont jamais été nécessaires et auraient de lourdes conséquences pour la poursuite de ses activités, France Télécom ne peut que relever une fois encore les manquements des projets soumis à consultation, et au cas d'espèce ceux relatifs aux changements opérés par l'ARCEP dans son projet.

Marchés de gros de l'interconnexion

Sur les marchés de gros tout d'abord on ne peut que relever un déséquilibre excessif dans l'appréciation des problèmes concurrentiels auxquels le secteur est confronté et dans les modes de régulation proposés.

Ainsi, ignorant les contributions circonstanciées de France Télécom, l'ARCEP maintient ses conclusions quant à l'influence significative qu'elle est supposée détenir sur le marché du transit intra territorial. Dès lors, elle considère que même neuf opérateurs ne peuvent exercer une influence significative puisqu'il ne saurait s'affranchir sur ce marché de France Télécom déjà désignée. Or, si l'ARCEP avait commencé son analyse par l'opérateur qui dispose actuellement des parts de marché les plus importantes, ses conclusions auraient été inverses. Dès lors, on ne peut que s'étonner de voir l'ARCEP envisager d'imposer l'ensemble des remèdes possibles de la manière la plus ferme alors que l'analyse du marché est contingente au point de s'inverser en changeant l'ordre d'examen de la situation de chaque opérateur.



D'évidence l'ARCEP ne peut plus contester l'existence de la concurrence sur ce marché : *« l'analyse a néanmoins permis de constater l'existence d'une certaine concurrence via l'accès à des offres de transit alternatives. Les opérateurs proposant de telles alternatives ont dû consentir de lourds investissements pour déployer les infrastructures capillaires nécessaires »*. De même elle reconnaît, sur la base des chiffres qu'elle a recueillis, qu'un allègement des obligations pourrait être justifié par *« la prise en compte d'un début réel, bien que limité, de concurrence sur le marché »*. France Télécom comprend la difficulté de la démarche de l'ARCEP, mais lorsque les parts de marchés de l'opérateur visés sont inférieures à 40% et que nombre d'acteurs font valoir publiquement l'existence d'offres alternatives matures qui leur ont permis de s'affranchir totalement de celles de France Télécom il ne saurait plus être question d'un « début limité » de la concurrence. Tout au plus peut-on constater que cette concurrence ne s'exerce pas avec sa pleine intensité depuis de longues années, ce qui est parfaitement explicable et ne devrait pas pour autant conférer à la régulation de ce marché un caractère perpétuel ni même en justifier le durcissement.

Or, devant tant de doutes quant à la pertinence de l'analyse de ce marché, le projet de décision annonce pourtant l'imposition de remèdes d'une dureté inédite. Pour *« ne pas nuire aux investissements déjà consentis »* et parce que même si *« l'analyse a mis en exergue l'existence d'offres de transit alternatives, concurrençant notamment France Télécom sur ses prestations de simple transit, celles-ci restent très largement utilisées par une partie substantielle du secteur »* l'ARCEP considère 'proportionné' d'imposer à la fois l'interdiction de pratiquer un tarif d'éviction et, contre toute attente, alors que ceci semble incompatible avec la première obligation, d'imposer une orientation vers les coûts pendant au plus un an, période destinée à permettre aux opérateurs utilisant cette prestation de se redéployer pour s'en affranchir en totalité avant que *« les tarifs n'augmentent »* une fois l'orientation vers les coûts supprimée.

La seule évocation d'une hypothétique hausse future apparaît pourtant en contradiction manifeste avec l'état concurrentiel dudit marché. En d'autres termes, et sur la seule base d'un raisonnement théorique qui n'est pas corroboré par les faits, les remèdes envisagés n'ont pas vocation à conduire le marché du transit vers une concurrence équitable mais visent à aider et inciter les quelques clients restants sur ce marché à s'affranchir durablement de France Télécom et même de tout achat sur le marché du transit.

Par un curieux parallélisme, le projet de décision prévoit également d'appliquer une régulation maximale aux offres de transit inter opérateurs que France Télécom propose librement depuis 1998 dans un cadre purement commercial sans jamais qu'elles n'aient eu à faire l'objet d'une quelconque régulation ex ante ni même d'un règlement de différend qui aurait pu en contraindre la forme et les modalités. On ne saurait trouver de meilleure illustration à ce qu'est un remède non proportionné au problème concurrentiel.

Ici encore, France Télécom estime que, plutôt que les présages d'un raisonnement théorique pessimiste, c'est l'absence constatée de problèmes concurrentiels au cours des années précédentes qui devrait être prise en considération pour apprécier la nécessité d'imposer des remèdes.

Marchés de la terminaison d'appel géographique des opérateurs fixes alternatifs

Or, force est de constater que s'agissant de la terminaison d'appel géographique des opérateurs alternatifs la situation concurrentielle est saisissante et pourtant les remèdes envisagés sont particulièrement discrets. En effet, ces opérateurs de boucle locale disposent d'un monopole et d'une influence significative structurellement non contestable et aucune évolution favorable n'est à espérer : depuis peu nous assistons à des pratiques insupportables consistant à doubler voire à tripler unilatéralement les tarifs. Il est vrai que ce marché a été à l'origine du plus grand nombre de règlements de différends depuis l'ouverture à la concurrence. Il est de plus établi que l'influence significative de ces



acteurs est la source d'une distorsion immédiate du fonctionnement du marché de détail et nous invitons les autorités à constater les atteintes à la concurrence produites au cours des derniers mois.

Les remèdes envisagés quant à eux restent effectivement ambigus et des plus discrets. France Télécom ne peut qu'appeler l'ARCEP qui avait déjà défini les conditions équitables de l'interconnexion avec les opérateurs de boucles locales alternatives à ne pas repousser son action au motif qu'elle souhaite que les parties parviennent à s'entendre par la négociation alors qu'il est patent que cette négociation est impossible tant le pouvoir de marché de ces acteurs est important. D'évidence, le mode actuel de la régulation ex ante de la terminaison d'appel géographique des opérateurs alternatifs est encore insuffisant.

Sur les marchés de gros du transit inter territoires

Au cours des consultations précédentes, considérant qu'il s'agit d'un marché non pertinent, France Télécom avait souligné les manquements de l'analyse du transit téléphonique inter territoires. L'ARCEP a de ce fait mis à jour son projet mais force est de constater que la posture reste la même, que les explications apportées ne sont guère plus satisfaisantes, et que l'ambiguïté des motivations du projet de décision perdure.

On ne saurait tout d'abord justifier quoi que ce soit sur ce marché en comptant la capacité installée de chaque lien de transmission entre deux territoires, pour en déduire que la ressource serait rare. Il est de notoriété publique que les opérateurs n'installent que la capacité nécessaire au moment où elle est nécessaire. Il en va des câbles comme des satellites que France Télécom utilise également contrairement à ce que prétend le texte de l'ARCEP, qui laisse entendre que le satellite ne serait employé que par des opérateurs alternatifs incapables de ce fait d'influencer France Télécom seule à disposer de ressources de fibres.

Non sans contradiction, l'ARCEP signale d'ailleurs que ces ressources en fibres sont partagées entre divers opérateurs – qui ont accepté d'investir dans un consortium - mais que cela n'importe pas au cas d'espèce car France Télécom serait puissante sur le marché de détail aval. C'est au contraire essentiel car cela confirme que les opérateurs alternatifs peuvent accéder également à ces ressources, même lorsqu'ils ont choisi de ne pas investir dans les câbles, simplement en faisant appel au marché.

France Télécom ne peut que déplorer que l'analyse du marché du transit téléphonique inter territoires accumule les contre-vérités. Il est ainsi manifeste que l'objet des remèdes proposés n'est pas de veiller au fonctionnement concurrentiel du marché téléphonique du transit inter territoires mais consiste plus simplement à asseoir la régulation ex ante des câbles sous-marins que France Télécom finance et construit : *« L'Autorité souligne enfin, au passage, que les liaisons satellitaires ne permettent pas de satisfaire tous les besoins (services à haut débit et interactifs). Par conséquent, la disponibilité d'une offre sécurisée sur le câble est fondamentale pour le développement de la société de l'information. »*. A cet égard, France Télécom estime que cette démarche n'est pas conforme au cadre que l'analyse devrait respecter, qui n'est pas celui des services hauts débits et de la Société de l'Information.

Sur l'obligation de communication périodique des "grandes offres"

A la suite de sa dernière consultation, et à la lumière des débats conduits dans un groupe de travail multilatéral, l'ARCEP a modifié dans un sens favorable les modalités d'exemption de la communication préalable des grandes offres aux entreprises, pour abaisser à 500 k€ de chiffre d'affaires annuel par offre, le seuil initialement proposé. Cependant, au regard de la situation du marché et des pratiques des entreprises, des services publics et des collectivités locales et sur la base des éléments qui ont été transmis à l'ARCEP, France Télécom ne peut que réitérer sa demande de voir ce seuil abaissé à 100k€.



Une offre qui bénéficierait d'une telle exemption serait alors transmise *ex post* à intervalles réguliers à l'ARCEP qui serait alors susceptible d'en examiner les modalités.

Au regard du caractère inédit des formalités de cette régulation sectorielle, qui exercerait *ex post* un contrôle dont les modalités ne sont pas précisées mais qui en tout état de cause est susceptible de s'écarter de celles en vigueur auprès des juridictions normalement en charge d'un tel contrôle, il apparaît utile de se référer à la pratique de la régulation sectorielle dans d'autres pays.

France Télécom observe que l'OFCOM propose, dans sa consultation en date du 7 septembre 2005 relative à la réglementation des marchés de détail entreprises, d'autoriser BT à ne plus devoir lui communiquer les éléments relatifs aux offres sur mesure faites à ses 'Grands Clients' ni au préalable ni a posteriori dès lors que ses offres sont répliquables.

En effet, les 'Grands Comptes' achètent de plus en plus les services de télécommunications comme des éléments d'une expression de besoins en technologies de l'Information beaucoup plus large, au sein de laquelle la composante "télécom", particulièrement celle relative aux services des réseaux commutés de téléphonie historique, ne représente qu'une part réduite et en décroissance tendancielle. Réguler cette composante de l'offre globale n'apporte rien à la facilitation du jeu concurrentiel, et ne servira donc qu'à imposer une identification désuète du prix de certaines prestations dans le package global.

L'ARCEP demande quant à elle le maintien de l'obligation d'une communication *ex post* dont la justification et la finalité n'apparaissent pas clairement, compte tenu des modes de contrôle déjà en vigueur.

S'il est reconnu que les conditions de compétition sont telles désormais pour les "Grandes Offres" que la régulation de la seule partie téléphonie fixe ne contribue pas à l'ouverture d'un jeu concurrentiel déjà très exposé à l'intervention d'acteurs à même de répliquer cette partie de l'offre (intégrateurs, SSII, constructeurs...), pourquoi faudrait-il renoncer *ex post* à ce constat ?

Dés lors que les offres de téléphonie fixe sont bien répliquables, que la part qu'elles représentent dans les offres globales faites au Grand Compte est minoritaire et n'est en conséquence pas susceptible de peser significativement dans la compétition face aux compétences spécifiques d'intégration des concurrents, quel est l'objectif poursuivi par une communication *ex post* ?

Ainsi, des offres qui auront pu être présentées par France Télécom lors d'une consultation donnée, validées et retenues par un Grand Client, pourraient voir, *ex post*, leur validité remise en cause, sur la base de critères n'ayant rien à voir avec l'appréciation du jeu concurrentiel réel au sein duquel l'offre a été présentée ?

France Télécom ne comprend pas la finalité de la communication *ex post* des Grandes Offres, la juge inappropriée au regard de l'équité du jeu concurrentiel, et demande en conséquence l'abandon de cette clause.